

## Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

### Les révisions de 2014 à 2016 des comptes des revenus et dépenses



Date de diffusion : le 15 décembre 2017



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

---

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca).

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

**Courriel** à [STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca)

**Téléphone** entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

**Programme des services de dépôt**

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2017

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

**Une [version HTML](#) est aussi disponible.**

*This publication is also available in English.*

---

# Les révisions de 2014 à 2016 des comptes des revenus et dépenses

## Introduction

Le présent article fait état des révisions des comptes du produit intérieur (PIB) brut en termes de revenus et de dépenses pour la période allant de 2014 à 2016. Ces révisions font suite à la diffusion du novembre 2017 des estimations des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour l'année 2016, qui comprennent les révisions pour 2014 et 2015.

Les deux premiers trimestres de 2017 sont également révisés. Cependant, comme ces estimations continueront d'être révisées durant les cycles à venir dans le cadre de notre pratique habituelle de révision, elles ne feront pas partie de l'analyse du présent article.

## Processus de révision

Les estimations des comptes du PIB en termes de revenus et de dépenses peuvent faire l'objet de trois types de révisions. Les révisions du premier type concernent l'intégration du dernier repère des tableaux des ressources et des emplois. Les révisions du deuxième type concernent l'intégration des données des dernières enquêtes annuelles et de données administratives. Les révisions du troisième type, qui sont effectuées moins fréquemment, font référence à l'intégration de nouveaux concepts, méthodes, normes comptables et systèmes de classification.

Les révisions de 2014 à 2016 des comptes du PIB en termes de revenus et de dépenses ne comportent que les deux premiers types de révisions. En général, ces deux types de révisions, qui sont de nature statistique, sont effectués chaque année et ont des répercussions uniquement sur les trois dernières années des séries chronologiques.

Les révisions statistiques au produit intérieur brut (PIB) rendent compte de l'intégration des sources de données les plus à jour, y compris les résultats d'enquête, les données administratives, les comptes publics et les tableaux annuels des ressources et des emplois. Ces tableaux intègrent dans un cadre comptable rigoureux et détaillé les sources de données de la plus grande qualité à Statistique Canada. Ils représentent par conséquent le système de comptabilité le plus détaillé et cohérent sur la structure de l'économie canadienne et ils sont considérés comme les repères les plus précis auxquels rattacher les estimations. Dans le cadre de la présente diffusion, les nouvelles valeurs repères des tableaux des ressources et des emplois pour l'année de référence 2014 ont été intégrées dans les comptes du PIB en termes de revenus et de dépenses. De nouvelles données repères (tirées des enquêtes annuelles et des données administratives) sont également intégrées pour les deux dernières années (2015 et 2016).

Le présent article décrit et explique brièvement l'effet des révisions de 2014 à 2016 sur le PIB annuel et trimestriel, tant sur une base nominale que réelle. Il examine aussi les révisions apportées aux diverses composantes du PIB en termes de revenus et de dépenses.

## Révisions de la croissance du PIB nominal

Le taux de croissance annuel du PIB nominal a été révisé à la hausse de 0,4 point de pourcentage pour 2014 et était inchangé pour 2015. Le taux de croissance pour 2016 a diminué de 0,1 point de pourcentage en raison du processus de révision. Les révisions pour 2014 découlent de la prise en compte des nouvelles données repères des tableaux des ressources et des emplois de 2014. Les révisions du PIB en termes de revenus pour 2014 et 2015 sont attribuables à des hausses de l'excédent brut d'exploitation, du revenu mixte brut et des impôts moins les subventions sur les produits et les importations. Les révisions de 2014 en termes de dépenses résultent d'augmentations de la formation brute de capital fixe et des exportations de biens et de services. Ces augmentations ont été légèrement atténuées par une réduction des dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques. Les révisions de 2015 en termes de dépenses découlent de hausses des dépenses de consommation finale des ménages, de la formation brute de capital fixe et de l'investissement des entreprises en stocks, qui ont été modérées par une augmentation des importations de services. En 2016, le PIB nominal a en fait affiché une croissance, cette dernière étant toutefois inférieure à celle enregistrée en

2015, d'où un recul du taux de croissance annuel. Les sources des révisions sont des hausses de l'excédent brut d'exploitation et des impôts moins les subventions sur les produits et les importations, bien que ces hausses aient presque entièrement été effacées par d'importantes baisses de la rémunération des salariés.

Pour la période allant de 2014 à 2016, la révision absolue moyenne en points de pourcentage du taux de croissance annuel du PIB nominal a été de 0,1 point de pourcentage (voir le tableau 1).

**Tableau 1**  
**Révisions de la croissance annuelle du PIB nominal**

	Croissance moyenne du PIB annuel publiée antérieurement	Croissance moyenne révisée du PIB annuel	Révision absolue moyenne de la croissance du PIB annuel
	pourcentage		points de pourcentage
2014 à 2016	2,25	2,38	0,13
2014	4,51	4,88	0,37
2015	0,16	0,24	0,08
2016	2,08	2,03	0,05

Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2017.

Sur une base trimestrielle, les révisions des taux de croissance du PIB nominal ont donné lieu à peu de changement par rapport aux estimations précédentes. L'ampleur des révisions pour les 12 trimestres couverts par la période de révision a oscillé entre une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage et une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage. Ces révisions correspondent aux moyennes historiques. Dans l'ensemble, six trimestres ont connu des révisions à la hausse, cinq trimestres ont enregistré des révisions à la baisse, et un trimestre était inchangé. Au cours de la période de révision, la tendance trimestrielle est demeurée semblable à celle fondée sur les estimations publiées antérieurement.

**Tableau 2**  
**Révisions de la croissance trimestrielle du PIB nominal**

	Croissance moyenne du PIB trimestriel publiée antérieurement	Croissance moyenne révisée du PIB trimestriel	Révision absolue moyenne de la croissance du PIB trimestriel
	pourcentage		points de pourcentage
2014 à 2016	0,60	0,64	0,04
2014	0,92	1,04	0,12
2015	-0,10	-0,11	0,01
2016	0,98	0,98	0,00

Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2017.

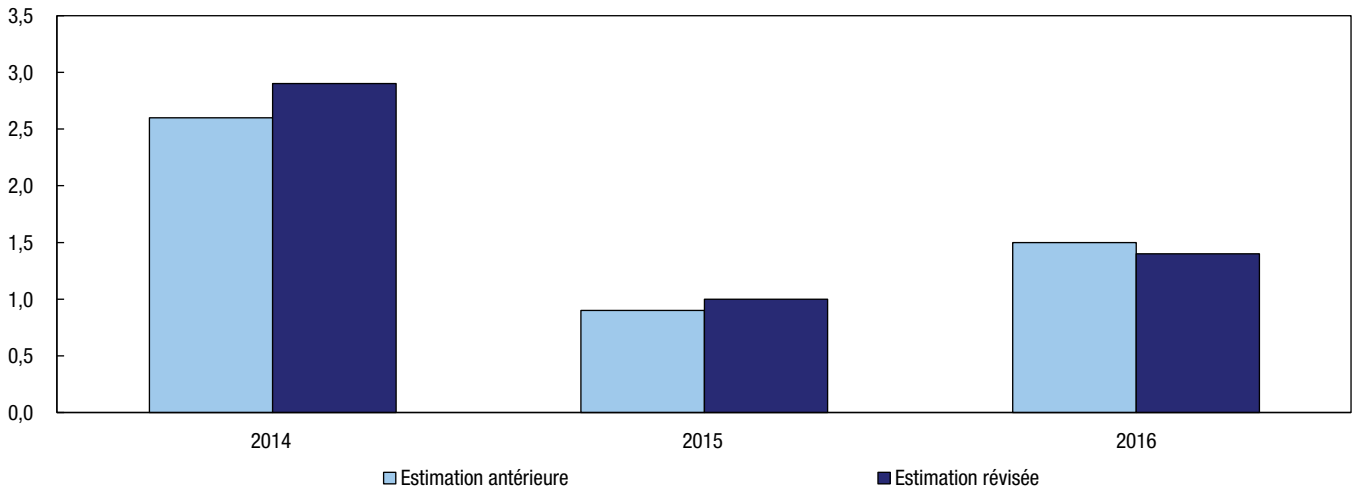
## Révisions de la croissance du PIB réel

Le taux de croissance annuel du PIB réel a été révisé à la hausse de 0,3 point de pourcentage pour 2014 et de 0,1 point de pourcentage pour 2015. En revanche, le taux de croissance annuel a été révisé à la baisse de 0,1 point de pourcentage pour 2016, du fait que les hausses pour 2015 ont dépassé celles pour 2016.

### Graphique 1

#### Révisions du produit intérieur brut réel selon l'année, dollars enchaînés (2007)

variation en %



Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (16-605-X), 2017.

La révision absolue moyenne en points de pourcentage du taux de croissance annuel du PIB réel pour la période de révision allant de 2014 à 2016 a été de 0,1 (voir le tableau 3).

### Tableau 3

#### Révisions de la croissance annuelle du PIB réel

	Croissance moyenne du PIB annuel publiée antérieurement	Croissance moyenne révisée du PIB annuel	Révision absolue moyenne de la croissance du PIB annuel
	pourcentage		points de pourcentage
2014 à 2016	1,66	1,76	0,10
2014	2,57	2,86	0,29
2015	0,94	1,00	0,06
2016	1,47	1,41	0,06

Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2017.

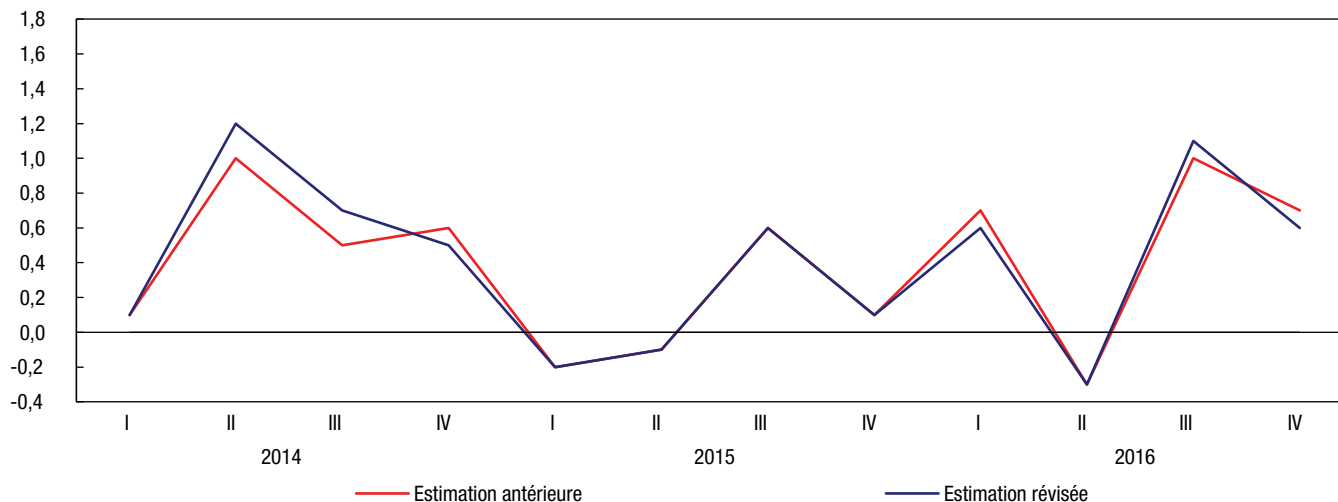
Les indices agrégés de prix en chaîne ont été révisés à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour toutes les années, des variations modérées étant observées au niveau des composantes pour chaque année.

Sur une base trimestrielle, le mouvement du PIB réel de 2014 à 2016 était légèrement différent des estimations publiées antérieurement (voir le graphique 2).

## Graphique 2

### Révisions du produit intérieur brut réel selon le trimestre, dollars enchaînés (2007)

variation en %



Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (16-605-X), 2017.

Les taux de croissance trimestriels du PIB réel pour 2014 ont été plus élevés que les estimations précédentes, comme en témoigne le fait que le taux a été révisé à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour le deuxième trimestre et le troisième trimestre, et à la baisse de 0,1 point de pourcentage pour le quatrième trimestre.

Pour 2015, les estimations trimestrielles sont inchangées.

Pour 2016, la croissance trimestrielle du PIB réel a été révisée à la baisse de 0,1 point de pourcentage pour le premier et le quatrième trimestre, alors qu'elle a été révisée à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour le troisième trimestre.

Dans l'ensemble, la révision absolue moyenne en points de pourcentage du taux de croissance trimestriel du PIB réel pour la période de révision a été de moins de 0,1.

**Tableau 4**  
Révisions de la croissance trimestrielle du PIB réel

	Croissance moyenne du PIB trimestriel publiée antérieurement	Croissance moyenne révisée du PIB trimestriel	Révision absolue moyenne de la croissance du PIB trimestriel
	pourcentage		points de pourcentage
2014 à 2016	0,38	0,40	0,02
2014	0,54	0,63	0,09
2015	0,09	0,08	0,01
2016	0,51	0,49	0,02

Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2017.

## Révisions du niveau du PIB nominal annuel

Pour la période allant de 2014 à 2016, les révisions des comptes du PIB en termes de revenus et de dépenses sont principalement attribuables aux nouveaux repères des ressources et des emplois pour l'année de référence 2014 et à l'intégration de données sources plus à jour pour toutes les années suivantes.

Ces révisions statistiques ont donné lieu à un mouvement à la hausse du niveau du PIB pour la période de révision. Dans l'ensemble, le niveau du PIB nominal a été révisé à la hausse de 7,1 milliards de dollars pour 2014, de 8,7 milliards de dollars pour 2015 et de 8,0 milliards de dollars pour 2016, par rapport aux valeurs du PIB estimées précédemment.

Au cours de chacune de ces trois années, des révisions ont été apportées à diverses composantes du PIB. Les principaux facteurs ayant contribué aux révisions sont des hausses de la valeur de l'excédent brut d'exploitation, du revenu mixte et des impôts moins les subventions sur les produits et les importations en ce qui concerne les revenus, en plus de baisses de la rémunération des salariés pour 2016 seulement. En ce qui a trait aux dépenses, les principaux facteurs ayant contribué aux révisions sont les suivants : pour 2014, la formation brute de capital fixe et les exportations de biens et de services; pour 2015, la formation brute de capital fixe et l'investissement des entreprises en stocks, dont l'effet a été atténué par une diminution du commerce net; pour 2016, des hausses de la formation brute de capital fixe, des dépenses de consommation finale des ménages et de l'investissement des entreprises en stocks, dont l'effet a été tempéré quelque peu par la diminution du commerce net. En 2014, les tableaux des ressources et des emplois ont exploité les données détaillées contenues dans les enquêtes-entreprises annuelles et les estimations définitives de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations.

## Révisions des composantes du compte du PIB en termes de revenus

Le tableau 5 montre l'effet des révisions des composantes du compte du PIB en termes de revenus.

La principale source des révisions pour les trois années est la révision de la valeur de l'excédent brut d'exploitation. Cette valeur a été rajustée à la hausse de 3,8 milliards de dollars pour 2014, de 4,1 milliards de dollars pour 2015 et de 10,5 milliards de dollars pour 2016. La majeure partie des révisions à la hausse dans cette composante provient des sociétés non financières, les estimations de l'excédent brut d'exploitation des sociétés financières ayant été légèrement révisées à la hausse. Les estimations du revenu mixte brut ont été révisées à la hausse pour 2014 et 2015 seulement. Les impôts moins les subventions sur les produits et les importations ont été révisés à la hausse de plus de 2,0 milliards de dollars pour les trois années, tandis que les impôts moins les subventions sur la production ont été révisés à la hausse de 1,8 milliard de dollars pour 2015 et de 1,5 milliard de dollars pour 2016.

Ces importantes révisions sont principalement attribuables aux nouveaux repères du système des ressources et des emplois de 2014, à l'intégration d'estimations de l'excédent d'exploitation du secteur des sociétés financières ou non financières fondées sur les données fiscales de 2016 et à l'intégration de nouvelles données de l'Agence du revenu du Canada.

**Tableau 5**  
**Révisions des composantes du produit intérieur PIB de revenus**

	Niveau moyen révisé publié antérieurement	Niveau moyen révisé	Révision moyenne
	millions de dollars		
<b>Moyenne de 2014 à 2016</b>			
Rémunération des salariés	1 024 734	1 023 127	-1 607
Excédent d'exploitation brut	524 549	530 666	6 117
Revenu mixte brut	231 338	232 080	741
Impôts moins les subventions sur la production	86 495	87 560	1 065
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	131 021	133 227	2 205
PIB au prix du marché	1 998 951	2 006 867	7 915
<b>2014</b>			
Rémunération des salariés	997 998	998 463	465
Excédent d'exploitation brut	553 497	557 281	3 784
Revenu mixte brut	221 340	222 458	1 118
Impôts moins les subventions sur la production	84 358	84 321	-37
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	125 003	127 138	2 135
PIB au prix du marché	1 983 117	1 990 183	7 066
<b>2015</b>			
Rémunération des salariés	1 025 682	1 026 914	1 232
Excédent d'exploitation brut	511 680	515 737	4 057
Revenu mixte brut	230 907	232 366	1 459
Impôts moins les subventions sur la production	86 079	87 853	1 774
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	130 752	133 099	2 347
PIB au prix du marché	1 986 193	1 994 911	8 718
<b>2016</b>			
Rémunération des salariés	1 050 522	1 044 005	-6 517
Excédent d'exploitation brut	508 469	518 979	10 510
Revenu mixte brut	241 768	241 415	-353
Impôts moins les subventions sur la production	89 048	90 507	1 459
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	137 309	139 443	2 134
PIB au prix du marché	2 027 544	2 035 506	7 962

Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2017.



## Révisions des composantes du compte du PIB en termes de dépenses

Le tableau 6 présente un sommaire des révisions des principales composantes du compte du PIB en termes de dépenses. Les estimations des dépenses de consommation finale des ménages ont été révisées à la hausse de 1,3 milliard de dollars pour 2015 au titre des composantes des biens et de 1,5 milliard de dollars pour 2016 au titre des composantes des services.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont été révisées à la baisse par rapport aux estimations précédentes pour les trois années (-1,1 milliard pour 2014, -720 millions pour 2015 et -217 millions de dollars pour 2016). Ces révisions découlent de nouvelles données provenant des nouveaux repères des ressources et des emplois pour 2014 et de nouvelles données des comptes publics des administrations publiques provinciales, territoriales et locales.

La formation brute de capital fixe des entreprises a fait l'objet de révisions à la hausse pour toutes les années de la période allant de 2014 à 2016. Les révisions se chiffrent à +6,3 milliards de dollars pour 2014, à +7,5 milliards de dollars pour 2015 et à +4,9 milliards de dollars pour 2016. Ces révisions à la hausse sont principalement attribuables à la construction d'ouvrages non résidentiels et aux produits de propriété intellectuelle. Les investissements en machines et en matériel ont fait l'objet de révisions négligeables pour 2014, mais ils ont été révisés à la baisse de 1,4 milliard de dollars pour 2015 et de 2,4 milliards de dollars pour 2016. Les révisions reflètent les estimations définitives des données sur les investissements en capital provenant des tableaux des ressources et des emplois. Ces estimations tiennent maintenant compte des nouvelles données de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations diffusées en mai 2017.

Les estimations de la formation brute de capital fixe des administrations publiques ont été révisées à la hausse de 590 millions de dollars pour 2014, à la baisse de 2,3 milliards de dollars pour 2015 et à la hausse de 911 millions de dollars pour 2016.

Les estimations des stocks des entreprises ont fait l'objet de révisions non négligeables seulement pour 2015 et 2016, soit des révisions à la hausse de 1,4 milliard de dollars (catégorie agricole) et de 1,7 milliard de dollars (catégorie non agricole), respectivement. Ces révisions découlent des nouvelles données issues de l'Enquête annuelle sur les industries manufacturières, de l'Enquête annuelle sur le commerce de gros et de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail.

Les exportations de biens et de services ont été révisées à la hausse de 1,4 milliard de dollars pour 2014 et de 1,7 milliard de dollars pour chacune des années 2015 et 2016. Les révisions à la hausse pour 2014 visent principalement les exportations de biens, tandis que les révisions à la hausse pour 2015 et 2016 ont été apportées aux exportations de services par suite de l'intégration des données de l'enquête annuelle sur les transactions internationales de services dans les comptes du PIB en termes de dépenses. Ces révisions à la hausse sont presque entièrement attribuables à la révision des exportations de services commerciaux.

Les importations de biens et de services ont été révisées à la hausse pour les trois années, mais les effets des révisions ont été notables seulement pour 2015 et 2016. Les révisions à la hausse des estimations produites antérieurement se sont chiffrées à 3,6 milliards de dollars pour 2015 et à 2,8 milliards de dollars pour 2016. Comme dans le cas des exportations, les révisions des importations de biens sont mineures, tandis que celles des importations de services sont importantes pour 2015 et 2016. Les importations de services ont été révisées à la hausse de 2,8 milliards de dollars pour 2015 et de 2,8 milliards de dollars pour 2016.

**Tableau 6**  
**Révisions des composantes du PIB en termes de dépenses**

	Niveau moyen révisé publié antérieurement	Niveau moyen révisé	Révision moyenne
	millions de dollars		
<b>Moyenne de 2014 à 2016</b>			
Dépenses de consommation finale des ménages	1 117 679	1 118 525	846
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	417 638	416 967	-671
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	27 725	28 284	560
Formation brute de capital fixe des entreprises	393 280	399 524	6 244
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	75 983	75 729	-254
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 797	3 064	266
Stocks	3 258	4 339	1 080
Exportations	627 403	628 983	1 580
Importations	665 997	668 341	2 344
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 998 951	2 006 867	7 915
<b>2014</b>			
Dépenses de consommation finale des ménages	1 083 548	1 083 056	-492
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	405 373	404 297	-1 076
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	26 769	26 826	57
Formation brute de capital fixe des entreprises	404 337	410 591	6 254
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	72 216	72 806	590
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 821	3 145	324
Stocks	9 248	9 563	315
Exportations	626 280	627 641	1 361
Importations	646 555	647 221	666
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 983 117	1 990 183	7 066
<b>2015</b>			
Dépenses de consommation finale des ménages	1 115 965	1 117 690	1 725
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	417 730	417 011	-719
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	27 773	28 535	762
Formation brute de capital fixe des entreprises	390 858	398 389	7 531
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	76 881	74 618	-2 263
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 793	2 981	188
Stocks	2 746	3 940	1 194
Exportations	627 234	628 955	1 721
Importations	674 694	678 265	3 571
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 986 193	1 994 911	8 718
<b>2016</b>			
Dépenses de consommation finale des ménages	1 153 523	1 154 829	1 306
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	429 811	429 594	-217
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	28 632	29 492	860
Formation brute de capital fixe des entreprises	384 644	389 592	4 948
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	78 851	79 762	911
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 778	3 065	287
Stocks	-2 219	-487	1 732
Exportations	628 695	630 353	1 658
Importations	676 743	679 538	2 795
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 027 544	2 035 506	7 962

Source : Statistique Canada, « Les révisions de 2014 à 2016 des Comptes des revenus et dépenses », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2017.

## Améliorations des estimations du commerce interprovincial relatives aux marges de détail

Dans les comptes économiques provinciaux et territoriaux diffusés le 8 novembre 2017, les estimations du commerce interprovincial et international ont fait l'objet de révisions pour les années 1981 et suivantes. Les repères des ressources et des emplois de 2014 ont introduit des méthodes améliorées d'estimation du commerce provincial relatives aux marges de détail qui assurent une plus grande cohérence avec le commerce des services de voyage. Afin que la continuité des séries chronologiques soit préservée, les estimations touchées dans les comptes économiques provinciaux et territoriaux ont été révisées pour les années 1981 et suivantes. Ces révisions améliorent la qualité des estimations historiques et sont conformes à notre politique de révision actuelle.

La méthodologie d'estimation améliorée a mené à une réduction du commerce interprovincial total, à la révision de la répartition provinciale et territoriale de la demande de marges de détail, et à une modification de la proportion de biens importés de l'étranger. En valeur nominale, l'effet sur le commerce net ou le PIB provincial ou territorial est limité. En valeur réelle, le changement de la composition des composantes commerciales agrégées dans le calcul de Fisher en chaîne a donné lieu à des révisions pour la période entière, bien que ces révisions soient relativement faibles pour les années antérieures à 2014.

Avant l'adoption de cette méthodologie améliorée, le niveau estimatif des exportations et des importations interprovinciales de marges de détail dépassait les estimations des dépenses de voyage totales engagées par les Canadiens dans des provinces ou territoires autres que leur province ou territoire d'origine. On a apporté des améliorations pour accroître la cohérence entre ces deux indicateurs puisque les marges sont intégrées au coût des achats et que les dépenses engagées par les Canadiens dans des provinces autres que la leur doivent correspondre de près aux marges de détail de leurs achats. La part des exportations et des importations interprovinciales de marges de détail a été ramenée de 3,5 % à 0,1 % du commerce interprovincial total selon les tableaux des ressources et des emplois de 2014. Cette proportion a fait l'objet d'une mise à jour pour les années 1981 et suivantes.

Il convient de souligner que les marges de détail représentent la différence entre le coût d'un bien acheté pour la vente au détail et le montant auquel le bien a été vendu, moins les taxes sur la valeur ajoutée. Ces marges font l'objet d'un échange commercial lorsque, par exemple, des voyageurs canadiens achètent des biens lorsqu'ils se trouvent dans une autre province ou un autre territoire que leur province ou territoire d'origine, ou lorsque des Canadiens achètent des biens sur des sites de vente en ligne situés dans une province ou un territoire différent du leur.